



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service Environnement
Unité Milieux naturels et
Biodiversité

Le préfet de Saône-et-Loire,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

**ARRÊTÉ portant sur l'interdiction d'agrainer
et d'utiliser tout produit ou tout dispositif visant à attirer les sangliers
du 1^{er} décembre 2018 au 28 février 2019
sur l'ensemble du département de la Saône-et-Loire**

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L 425-5,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012270-0001 du 26 septembre 2012 portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique, prolongé pour une durée de six mois par arrêté préfectoral du 12 octobre 2018,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2017 portant sur l'interdiction d'agrainer et d'utiliser tout produit ou tout dispositif visant à attirer les sangliers du 1^{er} décembre 2017 au 28 février 2018 sur l'ensemble du département de la Saône-et-Loire,

Vu la rencontre du 14 mai 2018 réunissant des représentants de la chambre d'agriculture, de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, des jeunes agriculteurs et de la fédération départementale des chasseurs, au cours de laquelle a été actée la demande du président de la FDSEA de reconduire l'interdiction d'agrainer les sangliers lors de la prochaine saison de chasse 2018-2019,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 2018 fixant la liste, les périodes et modalités de destruction des espèces d'animaux classées nuisibles du 3^e groupe (sanglier et pigeon ramier) du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019,

Vu la réunion du 14 juin 2018 de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage,

Vu le plan national de maîtrise du sanglier élaboré en 2009, et en particulier la fiche d'actions n° 4 intitulée « Définir et encadrer l'agraining du sanglier »,

Vu la note sur l'agraining du sanglier produite en janvier 2010 par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage,

Considérant l'importante évolution des populations de sangliers dans le département, à l'origine de dégâts conséquents et récurrents causés en particulier à l'activité agricole,

Considérant la nécessité de prévenir et/ou de réduire les dommages occasionnés par cette espèce en augmentant les prélèvements,

Considérant la nécessité de prévenir toute aggravation de la situation,

Considérant que l'agraining de dissuasion a pour but de détourner les sangliers des cultures sensibles en les maintenant en milieu forestier,

Considérant que l'agrainage de dissuasion n'a pas pour objectif de nourrir ni de contenir les sangliers sur les territoires de chasse en période d'ouverture,

Considérant qu'interdire l'agrainage et/ou l'utilisation de tout produit attractif entre le 1^{er} décembre et le 28 février suivant, donc hors période de cultures sensibles, figurent parmi les mesures contribuant à optimiser l'exercice de la chasse avec une régulation des sangliers plus efficace en les rendant plus mobiles et donc plus vulnérables,

Considérant que l'équilibre agro-cynégétique passe par la maîtrise des populations de sangliers,

Sur proposition de M. le directeur départemental des Territoires,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1 : Par dérogation aux dispositions relatives à l'agrainage de dissuasion du sanglier prévues au schéma départemental de gestion cynégétique, approuvé par arrêté préfectoral n° 2012270-0001 du 26 septembre 2012 et prolongé pour une durée de six mois par arrêté préfectoral du 12 octobre 2018, **toute forme d'agrainage des sangliers est interdite du 1^{er} décembre 2018 jusqu'au 28 février 2019, sur l'ensemble du département de la Saône-et-Loire.**


Durant cette même période, il est également interdit d'utiliser tout produit (comme le goudron de Norvège, le crud-ammoniac, etc.) ou tout dispositif visant à attirer les sangliers.

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des Territoires, M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, M. le directeur d'agence Bourgogne Est de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les communes du département, par les soins des maires.

Fait à Mâcon,

le 28 novembre 2018

Le préfet,



Jérôme GUTTON